



## **SYNDICATS DES FINANCES PUBLIQUES DES HAUTES PYRENEES.**

Le 18 novembre, un Comité Technique de Réseau (CTR) est convoqué avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

**Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement.**

**Ce sont donc 18 150 emplois qui auront été détruits en huit ans, 35 000 depuis 2002.**

**Dans les Hautes-Pyrénées ce sont 10 emplois détruits (1 A+, 2 A, 3 B, 4 C).**

Cette nouvelle saignée ne fera qu'accélérer la dégradation des conditions de travail, multiplier les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

**Dans les Hautes-Pyrénées comme ailleurs, la démarche stratégique est en marche !**

Au 1er janvier 2016, les trésoreries de Loures Barousse, Labarthe de Neste, et Rabastens seront supprimées, mais l'ensemble des services est au bord de la rupture ( du SIE de Lannemezan en passant par les trésoreries qu'elles soient urbaines comme celle de Tarbes Adour Echez ou rurales comme Vielle Aure ou Trie sur Baise, les services de direction, France Domaines en jachère, les secteurs d'assiette du SIP de Tarbes voués à la fusion, le PRS empêché d'assumer sa fonction première etc....).

Personne n'est épargné par une démarche destructrice qui rend l'accomplissement des missions chaque jour plus difficile voire impossible.

Et la DGFIP s'attaque désormais aux droits et garanties des agents, remettant en cause de manière unilatérale et sans débat avec les organisations syndicales les règles de mutation.

### **Règles de Gestion : Nous sommes tous concernés !**

Ces restructurations, ajoutées aux suppressions et vacances de postes ( 3 900 emplois vacants C et B à l'échelle du pays ) , vont conduire à de multiples mobilités inter-services et inter-résidences, la suppression des RAN étant également à l'ordre du jour tout comme la volonté affichée par la DGFIP et les directions locales de disposer essentiellement d'agents ALD qui pourraient être « bougés » à volonté tels des pions.

Il est clair que la Direction Générale veut passer en force pour nous imposer une mobilité qui se traduira par une plus grande précarité !

C'est pourquoi nous vous invitons à signer massivement la pétition unitaire nationale (Solidaires – CGT – FO) : « *Ni mobilité forcée, ni stabilité imposée* ».

**Agents des finances des Hautes-Pyrénées  
LE 18 NOVEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GREVE !**

**En grève**

**LE 18 NOVEMBRE, POUR NOS REVENDICATIONS  
LOCALES ET NATIONALES**

**TOUTES ET TOUS A LA DIRECTION ( Ormeau )  
A 9 h 30**